



Laisser l'Europe aux nationalistes et aux xénophobes ou plaider en faveur d'une UE forte et sociale ? Telles sont les deux options !

Le nationalisme et la xénophobie ont atteint un niveau alarmant en Europe. Une profonde crise de solidarité touche les fondements mêmes de la coopération européenne. Même le cœur de l'Europe est remis en question : veiller avec les institutions européennes à ce que les conflits soient résolus pacifiquement et à ce que les droits de l'homme soient protégés pour chacune et chacun. L'attaque contre les institutions européennes est donc toujours aussi une attaque contre la politique en général : la politique façonne notre vie sociale et écologique et limite le pouvoir des groupes d'entreprises.

Les conséquences d'un nationalisme de plus en plus agressif et les attaques contre le multilatéralisme sont également de plus en plus visibles en Suisse. C'est pourquoi il est d'autant plus important pour le PS et ses alliés de s'opposer à la rhétorique anti-européenne et de se lever au-delà des frontières nationales pour une Europe forte et sociale, qui assume sa responsabilité globale pour la paix, les droits de l'homme et le développement durable.

Les élections au Parlement européen constituent un élément de cet engagement en faveur de la solidarité. Du 23 au 26 mai 2019, la politique européenne redéfinira le cap qu'elle entend franchir. C'est à ces dates-là qu'il sera décidé si les néolibéraux poursuivent leur marche en avant avec l'aide des anti-européens ou si l'Europe sociale et solidaire peut être renforcée.

Les élections au Parlement européen revêtent une importance stratégique, parce que ce Parlement dispose de beaucoup plus de compétences qu'on ne le croit d'ordinaire : sans son aval, il n'y a pas de budget de l'UE, pas de lois de l'UE (directives et règlements), et pas de président-e de la Commission européenne, qui occupe une fonction clef au sein du système politique de l'UE. Tous les grands partis européens présenteront donc des têtes d'affiche. La personne qui recueillera le plus de voix en mai 2019 deviendra le nouveau président ou la nouvelle présidente de la Commission. Le principal candidat du Parti socialiste européen (PSE) est probablement Frans Timmermans, qui a acquis une grande crédibilité dans la lutte pour une UE démocratique, sociale et solidaire. Il mérite le soutien sans équivoque du PS Suisse également.

En effet : notre pays doit et veut savoir s'il sera entouré d'une Europe qui s'effondre, dominée par les nationalistes et les xénophobes, ou s'il pourra faire corps avec une UE forte, sociale et solidaire. Aujourd'hui déjà, plus de 60 % de toutes les lois (fédérales) suisses sont directement influencées par le droit européen. Elles vont jusqu'à le

reproduire/reprendre tel quel. Il est donc d'autant plus important que le PS Suisse exerce une influence sur les élections au Parlement européen en mai 2019. En Suisse vivent plus de 2,1 millions de citoyennes et citoyens européens. C'est plus que dans certains États membres de l'UE. 25 % de la population résidente suisse âgée de plus de 18 ans peut participer aux élections au Parlement européen. Il s'agit de la mobiliser.

Voilà pourquoi la conférence des délégué-e-s du PS Migrant-e-s lance un appel au Comité directeur du PS Suisse, aux partis cantonaux et aux sections locales :

1. Identifiez et mobilisez les nombreux membres et sympathisant-e-s du PS ayant la double nationalité pour les encourager à participer aux élections au Parlement européen et à voter pour une Europe forte et sociale.
2. Entrez en contact avec les sections suisses des partis frères européens et les associations culturelles des pays de l'UE et joignez-vous à elles pour mobiliser les citoyens européens vivant en Suisse en vue des élections au Parlement européen.
3. Encouragez l'affiliation au PS Migrant-e-s, dont l'objectif est de mobiliser la population issue de la migration pour l'inviter à participer à la vie politique et à promouvoir la justice sociale chez nous et dans les pays d'origine.
4. Soutenez le manifeste électoral du Parti socialiste européen (PSE) et de la Confédération européenne des syndicats (CES), qui tous deux soutiennent sans équivoque la création d'une Europe sociale.